



**Rassemblement lundi 1^{er} juillet 10h
devant la Préfecture du Val-de-Marne
pour dire haut et fort à
Manuel VALLS, Ministre de l'Intérieur :**

**La loi doit changer,
régularisation !**

Ils font leurs études ici. Leurs parents vivent ici et s'occupent d'eux, contraints de travailler au noir. Pour certains depuis plus de 10 ans en France, pour d'autres avec des enfants nés en France et déjà en grande section de maternelle. Ce sont nos voisins, nos amis, les parents des copains de nos enfants... A leur demande de régularisation la Préfecture du Val de Marne, invoquant les « consignes » du Ministre de l'Intérieur, Monsieur Manuel VALLS, répond par une *Obligation à Quitter le Territoire Français* (OQTF).

Le 4 juin dernier, un ressortissant algérien vivant en France depuis 13 ans, injustement soupçonné d'avoir une fausse carte d'Aide Médicale d'Etat, a été interpellé à Alfortville (94) suite à la dénonciation calomnieuse d'un centre dentaire. Il a été enfermé en centre de rétention avec une OQTF. Des parents d'élèves du département, même entrant dans le cadre étroit de la circulaire Valls, ont été enfermés en rétention ou bloqués en zone d'attente.

Nous ne voulons plus que ces jeunes majeurs scolarisés, que ces familles sans papiers galèrent et vivent dans l'angoisse permanente. Ils sont des centaines dans le Val de Marne à rester ainsi des « Ni, Ni », ni régularisés, ni expulsés car à chaque OQTF qui tombe, leurs camarades de classe, les parents et les enseignants des écoles, se mobilisent pour demander qu'ils soient régularisés.

La Préfecture ne les expulse pas, mais ne les régularise pas, les laissant dans leur galère.

Lundi 1^{er} Juillet, Manuel VALLS se rend à la Préfecture du Val de Marne. Venons lui dire que

LA LOI DOIT CHANGER :

- Les jeunes lycéens devenus majeurs doivent être régularisés.
- Les parents d'enfants scolarisés doivent être régularisés.
- Exiger des feuilles de paie à des travailleurs non déclarés est une aberration, ils doivent être régularisés.

- Tous les centres de soins doivent soigner les patients quels qu'ils soient. Les arrestations de sans-papiers dans et autour de ces lieux sont inacceptables.